

États et territoires du politique

Type de contenu : Texte

Type de médiation : sans médiation

Type de support : Volume

Titre(s) : États et territoires du politique : la décentralisation en débat : dossier / sous la direction de Jean-Philippe Bras et Aude Signoles

Ensemble : L'Année du Maghreb 1952-8108 16 (2017)

Autre(s) responsabilité(s) : Bras, Jean-Philippe (1951-....) (Éditeur scientifique)
Signoles, Aude (1974-....) (Éditeur scientifique)

Publication : Paris : CNRS éd., 2017

Description matérielle : 1 vol. (400 p.) : cartes, graphiques, couverture illustrée en couleur ; 24 cm

ISBN : 978-2-271-11588-1

EAN : 9782271115881

Classification décimale Dewey : 352.140 961

Note(s) : Le dossier qui donne son titre au fascicule comporte 279 p. (p.[7]-285)

Note sur la description bibliographique : Notice rédigée d'après la page de couverture

Note sur l'édition et l'histoire bibliographique : Numéro spécial de : "L'Année du Maghreb", (2017-I)n° 16, p. [7]-285

Note sur les bibliographies et les index : Notes bibliographiques. Références bibliographiques en fin de contribution

Résumé ou extrait : La « décentralisation » fait partie des modalités de changement promues par les bailleurs de fonds internationaux au Maghreb pour, d'une part, dégrossir les administrations centrales tentaculaires des États et, d'autre part, ouvrir le jeu politique local dans le sens d'une démocratisation des régimes politiques de la région. Depuis le milieu des années 1990, et plus encore durant la décennie 2000, elle a constitué un pan majeur des programmes de réforme des administrations locales mis en place par les pouvoirs publics. Si, à l'époque, la décentralisation a suscité débats et controverses, ainsi que de nombreux travaux de recherches, l'enjeu est désormais – dans le contexte mouvant des « printemps arabes » et des appels à une transformation de l'organisation des pouvoirs – de comprendre comment les

dirigeants politiques et cadres des administrations centrales et locales (re)considèrent sa mise en oeuvre. Plus précisément, la question que nous nous proposons d'examiner dans ce dossier est celle des effets des mobilisations populaires sur la production d'une nouvelle donne territoriale, en focalisant l'analyse tant sur les modalités des mobilisations politiques que sur le décryptage des réponses apportées par les autorités publiques à la crise politique dans sa dimension territoriale. Or, faire face à une telle interrogation ne relève pas de l'évidence, dès lors que les mobilisations populaires des « printemps arabes » peuvent être lues comme une demande, à la fois, d'autonomie locale et d'un « plus d'État ».

Sujet - Nom commun : Décentralisation administrative -- Afrique du Nord

Printemps arabe (2010-....)

Politique et gouvernement -- Afrique du Nord -- 1990-2020